



Échos du monde musulman N° 243

16 décembre 2014

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay

Tunisie : les présidentielles, rappel

Le deuxième tour devrait toujours avoir lieu le 21 décembre. Il opposera le chef du parti anti-islamiste tunisien Nida Tounès, Béji Caïd Essebsi, arrivé en tête avec 39 % des suffrages, au président sortant Moncef Marzouki (33 %) soutenu de fait par Ennadha.

En attendant, une petite guerre a lieu pour peser sur la formation du nouveau gouvernement (qui aura plus de pouvoirs que la président), notamment entre partisans et adversaires d'une entente avec Ennadha.

L'Afghanistan sans l'OTAN

(d'après notamment *The Economist* du 13 décembre)

Adieu l'OTAN, bienvenue à l'opération américaine d'appui à l'armée afghane : 13 000 hommes au lieu de 140 000. Il est clair aujourd'hui que la formation de cette armée de 340 000 hommes a été trop tardive (elle n'a débuté qu'en 2009), mais elle se bat honorablement malgré des pertes importantes (4 à 5 000 tués par an). Elle semble avoir un soutien populaire si on en juge par l'importante participation aux élections malgré les menaces talibanes, même si ces derniers réussissent à multiplier les attentats-suicides.

Beaucoup dépendra du Pakistan, qui offre aux talibans une base arrière hors de portée de l'armée afghane (mais pas des drones américains). Le nouveau général en chef pakistanais semble avoir changé de cap et **vraiment** attaquer les zones montagneuses où se nichent les talibans, tant afghans que pakistanais (ces derniers étant maintenant actifs dans des villes pakistanaises de la plaine, donc devenant un danger proche). Parallèlement, le nouveau président afghan pousse à l'entente avec le Pakistan, contrairement à son prédécesseur Hamid Karzaï, davantage tourné vers les intérêts très concrets du pouvoir.

Le Palais et la mosquée

Les Occidentaux mettent l'accent sur la confusion entre religion et politique en islam, rappelant que Mahomet était prophète ET chef d'Etat (et de guerre) et n'a donc pas repris la formule de Jésus "Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu". Mais l'histoire m'a rendu sceptique sur cette opposition entre les deux religions :

– chez les chrétiens, pensez au Basileus byzantin, aux rivalités entre papes et rois (Canossa etc.), au conseil du légat du pape à Simon de Montfort, représentant le roi de France : « Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens »

- en sens inverse, chez les musulmans, il faut d'abord rappeler que Mahomet fut dans un premier temps un "pur" prophète cherchant son inspiration dans le désert, d'où la différence, dans le Coran, entre la partie "mystique" et la partie juridique et très pratique. Opposition très "humainement" prolongée ensuite par une rivalité séculaire entre les deux pouvoirs concurrents que sont le Palais et la mosquée (voir mon article : « La longue histoire de l'islamisme radical » sur yvesmontenay.fr), rivalité dont nous allons maintenant voir les derniers développements.

Le printemps arabe dans un premier temps a été dirigé contre le Palais, en ignorant la mosquée. Cette dernière, notamment sous la forme des Frères Musulmans, en a profité dans un deuxième temps pour prendre le Palais (Egypte, Tunisie), ou essayer (Syrie, Libye), ou se contenter du « petit palais » (Maroc), faute de prendre celui du roi. Moyennant quoi la mosquée fut dans un troisième temps chassée par le politique (le vote en Tunisie, l'armée initialement rappelée par le peuple en Egypte)

D'où ce qui se passe aujourd'hui sous nos yeux : le contrôle de la mosquée par le Palais pour éviter un retour de flamme.

The Economist du 13 décembre nous en donne de multiples exemples : textes de sermons imposés par le Palais, vérification a posteriori par des enregistrements, caméras de surveillance dans les mosquées, salaires suspendus (ou pire) en cas de déviation, monopole du prêche à des diplômés d'institutions en principe modérées et apolitiques (sauf pour rappeler le devoir d'obéissance au pouvoir), cela dans la quasi-totalité du monde arabe, Arabie comprise, et même au-delà. Hors de la péninsule arabique, il s'agit de lutter contre le wahhabisme, le salafisme et les Frères, tous opposés aux islams locaux traditionnellement plus pacifiques, voire mystiques ; en pays wahhabite, il s'agit de lutter contre les Frères.

En France, la mosquée est protégée du Palais par la laïcité, sauf cas extrêmes comme appels à la haine.

L'enseignement en Indonésie

N'oublions pas le plus grand pays musulman du monde. Comme dans les pays arabes, la scolarisation a été tardive, puis massive et maintenant presque totale, mais peu efficace (c'est le cas de bien d'autres pays, musulmans ou pas, voire, dans une bien moindre mesure, du collège en France). Le nouveau président, ancien élu local (et non, comme là ou ailleurs, militaire ou prédateur ou aimablement passif comme certains, notamment son prédécesseur) proclame qu'il veut « relever le niveau » en commençant par celui des enseignants.

Rappelons que, comme ailleurs, l'enseignement privé est une solution de secours dès que l'on a un revenu régulier, même modeste, et que, comme dans d'autres pays musulmans, il y a la concurrence des madrassas.

Vous connaissez le morcellement physique et donc linguistique de ce pays-archipel. La solution a été l'élaboration d'une langue commune artificielle, grammaticalement très simple, en alphabet latin et proche des différents dialectes malais pour être compréhensible. Restent de côté les groupes non malais, premiers occupants mais maintenant très minoritaires, dont les Papous et autres habitants des montagnes et forêts, par ailleurs souvent chrétiens.

Le Maghreb ???

Trois pays (en enlevant la Mauritanie et la Libye qu'on y rajoute parfois) ayant énormément de traits communs (géographie, climat, peuplement, cultures berbères, arabe, andalouse, française avec une touche d'espagnole et d'italienne), un même islam spécifique attaqué par le wahabbisme ... Mais qui évoluent très différemment ([voir un de mes articles sur ce sujet](#)). Et qui se sont fait la guerre (Maroc-Agérie). Et qui contestent leurs frontières, pourtant très élargies par la France et l'Espagne. Je parle des frontières réelles, limites des territoires contrôlés au début du XIXe siècle par les autorités locales, et non des justifications "nationales" que chacun a dans sa besace.

Donc trois pays qui ferment les dites frontières au détriment de leurs économies et pour le plus grand bénéfice de contrebandiers, apparemment influents. Et qui poursuivent leurs rivalités et leurs échanges de stéréotypes jusqu'au fond des banlieues françaises ...

Les Français voient "des Maghrébins", mais les intéressés voient des Marocains, des Algériens (non Kabyles), des Kabyles, des Tunisiens ... et je vous passe les autres subdivisions !

Je m'arrête pour ne pas perdre mes amis de ces trois pays !

Appel aux souscripteurs !! Noël !!!

Je suis sollicité de toutes parts, par des amis ou par publipostages massifs, de donner à mille causes plus valables les unes que les autres. Mais je dois d'abord garder mes moyens pour continuer. Et pour commencer pour cette lettre, qui demande à notre association, l'ICEG, des efforts financiers qui, bien que modestes, commencent à la dépasser.

De petits dons seraient donc les bienvenus (chèques à l'ordre de ICEG, 12 rue Abel 75012). En remerciement je vous enverrai des textes approfondissant tel ou tel point de cette lettre ... et bien sûr un reçu fiscal pour diminuer vos impôts.